

Service prévention des risques anthropiques
Pôle Risques Accidentels
POLYGONE - bâtiment A
5 rue Hinzelin
CS 50551
57009 Metz Cedex

Metz, le lundi 29 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REMIVAL

CHEMIN RURAL DU MOULIN DE VRILLY
LES ESSILLARDS
51100 Reims

Nos réf : SPRA-PRA-25-R-682
Code AIOT : 0005701463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement REMIVAL implanté CHEMIN RURAL DU MOULIN DE VRILLY LES ESSILLARDS 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite au précédent contrôle réalisé par l'Inspection de l'environnement le 30 mai 2023 sur le suivi en service des équipements sous pression au sein de l'incinérateur. Suite à celui-ci, une demande d'action corrective a notamment été formulée par l'Inspection par courrier du 7 août 2023.

L'objet de la visite est de s'assurer du respect des échéances susmentionnées par l'exploitant des équipements sous pression.

Le référentiel de contrôle est le suivant :

- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMIVAL
- CHEMIN RURAL DU MOULIN DE VRILLY LES ESSILLARDS 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REMIVAL est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Reims une unité de traitement par incinération de déchets ménagers et assimilés. La capacité maximale d'incinération est de 104 000 t/an de déchets ménagers et assimilés provenant pour la majeure partie de la collecte sur l'agglomération de Reims. L'unité de traitement est équipée de 2 lignes d'incinération de capacité unitaire de 6,5 t/h.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Requalification s périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitant des équipements sous pression	Code de l'environnement du 19/07/2021,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article L. 557-2 (partiel)		
6	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
7	Soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-29	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection mentionnée en objet a porté, par sondage, sur le respect des échéances réglementaires applicables au suivi en service des équipements sous pression présents au sein de l'incinérateur exploité par la société REMIVAL, situé sur le territoire de la commune de Reims (51100).

Les vérifications effectuées ont permis de mettre en évidence les non-conformités suivantes :

- huit réservoirs d'air présentaient un retard de requalification périodique à la date de la visite ;
- deux tuyauteries d'eau surchauffée ne font pas l'objet d'un suivi réglementaire au titre des équipements sous pression, en contradiction avec les exigences applicables ;
- le dossier d'exploitation de la chaudière n°1 ne mentionne pas les accessoires de sécurité ni leurs caractéristiques.

S'agissant du retard de requalification périodique, la régularisation administrative a été engagée par la société REMIVAL avant la finalisation du présent rapport. Sous réserve de la transmission à l'Inspection des justificatifs permettant de lever formellement ce constat, aucune suite administrative n'est proposée pour ce point.

En revanche, l'absence de suivi réglementaire des deux tuyauteries d'eau surchauffée et le caractère incomplet du dossier d'exploitation de la chaudière n°1 constituent des non-conformités nécessitant une action corrective à échéance encadrée.

Dans ces conditions, il est proposé à Monsieur le Préfet de la Marne de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure visant la société REMIVAL, en sa qualité d'exploitant des équipements sous pression, afin qu'elle mette en conformité ses équipements dans les délais impartis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitant des équipements sous pression

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/07/2021, article L. 557-2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant d'un équipement est le propriétaire, sauf convention contraire.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, la société REMIVAL, exploitant de l'installation classée pour la protection de l'environnement, a indiqué ne pas être propriétaire des équipements sous pression présents sur le site, ceux-ci étant utilisés dans le cadre de la délégation de service public conclue avec la Communauté urbaine du Grand Reims.</p> <p>Au cours de cette visite, la société REMIVAL a confirmé qu'elle n'était pas propriétaire des équipements sous pression, celles-ci relevant de la Communauté urbaine du Grand Reims. Toutefois, aucun document contractuel n'a été fourni permettant d'établir formellement la qualité d'exploitant au sens de l'article R. 554-40 du code de l'environnement, alors même que la société REMIVAL exerce de facto certaines missions assimilables à celles d'un exploitant.</p> <p>Afin de clarifier cette situation, l'Inspection de l'environnement a demandé à la société REMIVAL de vérifier si le contrat de délégation de service public comporte une clause désignant explicitement REMIVAL comme exploitant des canalisations, conformément aux exigences réglementaires. De manière complémentaire, Monsieur le Préfet a sollicité par courrier du 12 septembre 2025 le directeur général des services de la Communauté urbaine du Grand Reims pour obtenir ces mêmes éléments. La réponse apportée par la Communauté urbaine du Grand Reims en date du 28 octobre 2025 permet de considérer la société REMIVAL comme l'exploitant des équipements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le service d'inspection a consulté la liste des équipements sous pression. L'Inspection constate que celle-ci ne mentionne pas les deux tuyauteries d'eau surchauffée de diamètre nominal 200 et de pression de service 28 bar et d'une température de service de 150°C.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)
--

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <p>[...]</p> <p>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.</p> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <p>[...]</p> <p>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</p> <p>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</p> <p>[...]</p> <p>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les deux tuyauteries d'eau surchauffée de diamètre nominal 200 et de pression de service 28 bar ne disposent pas d'un dossier d'exploitation.</p> <p>Le dossier de la chaudière n°1 ne précise pas l'accessoire de sécurité ainsi que les caractéristiques de celui-ci.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>[...]</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la</p>

<p>mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>[...]</p> <p>III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection de l'environnement constate que les deux tuyauteries d'eau surchauffée de diamètre nominal 200 et de pression de service 28 bar n'ont jamais fait l'objet d'une inspection périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Requalifications périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; [...]- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les réservoirs d'air comprimé suivants sont en retard de requalification périodique depuis le 17 mars 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 réservoirs de décolmatage du filtre à manche de la ligne 1, fabriqués par PAUCHARD, n°631034, 631035, 631036 et 631039 (année 1996, pression de service : 6 bar, volume : 234 litres) ; • 4 réservoirs de décolmatage du filtre à manche de la ligne 2, fabriqués par PAUCHARD, n°631032, 631033, 631037 et 631038 (année 1996, pression de service : 6 bar, volume : 234 litres).

À la suite de la visite d'inspection, la société REMIVAL a indiqué, par courriel en date du 9 juillet 2025, que les réservoirs de la ligne 2 seraient inspectés le 17 juillet, et ceux de la ligne 1 le 23 juillet 2025. Dans ce cadre, celle-ci a transmis, par courriel du 22 juillet 2025, les attestations de requalification périodique délivrées par l'APAVE sous les numéros 642894, 642893, 642896 et 642895, correspondant respectivement aux réservoirs n°631032, 631033, 631037 et 631038. Ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

Par échange téléphonique en date du 28 juillet 2025, la société REMIVAL a précisé que les réservoirs de la ligne 1 ont également fait l'objet d'une requalification périodique par l'APAVE, et qu'elle est en attente de la réception des attestations correspondantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que la société REMIVAL transmette, dans les plus brefs délais et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la présente, les attestations de requalification périodique correspondant aux réservoirs de la ligne 1 (n°631034, 631035, 631036 et 631039). À défaut, ces équipements seront considérés comme exploités en infraction à la réglementation en vigueur, et des suites administratives seront proposées à Monsieur le Préfet de la Marne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 15 jours

Prescription contrôlée :

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

[...]

V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.

[...]

Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.

Constats :

L'inspection a constaté la présence des soupapes n°9215, 9218 et 11521326 de la chaudière n°1.

Ce constat n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-29
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.</p> <p>Article connexe : Article 1 de l'arrêté ministériel du 6 mars 2025 portant retrait du marché et rappel de soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments La mise à disposition sur le marché de soupapes de sécurité de marque «ATM Instruments» fabriquées depuis le 30 novembre 2013 est interdite.</p>
<p>Constats : La société REMIVAL a déclaré le jour de la visite ne pas disposer au sein de la délégation d'équipements protégés par une soupape faisant l'objet d'un rappel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite